

REPUBLIQUE FRANCAISE

COMMUNE de VALENCE

DOSSIER : N° DP 026 362 25 00669

Déposé le : 04/11/2025

Dépôt affiché le : 10/11/2025

Complété le : 26/11/2025

Demandeur : CAISSE PRIMAIRE D'ASSURANCE  
MALADIE DE LA DROME représentée par  
Monsieur LAUMONIER Nicolas

Références cadastrales : 26362 AC 742, 26362 AC  
783, 26362 AC 784, 26362 AC 786

Sis à : 6 Avenue du President Edouard Herriot à  
VALENCE (26000)

**ARRÊTÉ**  
**de non-opposition à une déclaration préalable**  
**au nom de la commune de VALENCE**

**Le Maire de la Commune de VALENCE**

VU la déclaration préalable présentée le 04/11/2025 par la CAISSE PRIMAIRE D'ASSURANCE MALADIE DE LA DROME représentée par Monsieur LAUMONIER Nicolas demeurant 6 avenue du President Edouard Herriot 26000 VALENCE ;

VU l'objet de la déclaration :

- Pour L'INSTALLATION DE DEUX OMBRIERES PHOTOVOLTAIQUES

VU le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L 421-1 et suivants ;

VU le Plan Local d'Urbanisme approuvé le 21/11/2022 et modifié le 06/01/2025 ;

Vu l'avis Favorable de Ville de Valence - DECI en date du 21/11/2025, ci-annexé ;

**ARRÊTE**

**Article 1**

Il n'est pas fait opposition à la déclaration préalable susvisée.

VALENCE, le 03/12/2025

Pour le Maire,

La Conseillère Municipale Déléguée,

Anne JUNG



**NOTA BENE** : La déclaration attestant l'achèvement et la conformité des travaux (DAACT) doit être déposée dès les travaux achevés. Ce dépôt est obligatoire et constitue notamment le point de départ du délai de 6 mois au terme duquel ne sera plus recevable l'action en vue de l'annulation de la présente autorisation (C. urb., art. R. 600-3).

**INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT - INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT**

Le (ou les) demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux (2) mois qui suivent la date de sa notification. A cet effet il peut saisir le Tribunal administratif de GRENOBLE, territorialement compétent d'un recours contentieux (2 place de Verdun, BP1135, 38 022 GRENOBLE Cedex - Tel. : 04 76 82 90 00 - Fax : 04 76 42 22 69 ou 04 76 51 89 44 - [greffe.ta-grenoble@juradm.fr](mailto:greffe.ta-grenoble@juradm.fr) et <https://www.telerecours.fr/>).

**Durée de validité de l'autorisation :**

Conformément à l'article R.424-17 du code de l'urbanisme, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours le délai de validité de l'autorisation est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable.

L'autorisation peut être prorogée par périodes d'une année si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes d'urbanisme de tous ordres n'ont pas évolué. Vous pouvez présenter une demande de prorogation en adressant une demande sur papier libre, accompagnée de l'autorisation pour laquelle vous demandez la prorogation, au moins deux mois avant l'expiration du délai de validité.

**Le (ou les) bénéficiaire de l'autorisation peut commencer les travaux après avoir :**

- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à A. 424-19, est disponible à la mairie, sur le site internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux).

**Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :**

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaires de l'autorisation au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.

- dans le délai de trois mois après la date de l'autorisation, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'estime illégal. Elle est tenue d'en informer préalablement le (ou les) bénéficiaire de l'autorisation et de lui permettre de répondre à ses observations.

**L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers :** elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

**Les obligations du (ou des) bénéficiaire de l'autorisation :**

Il doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévue par l'article L.242-1 du code des assurances.



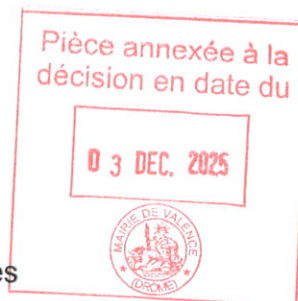


**Valence Romans Agglo**  
Service commun ADS  
1, place Jacques Brel  
26000 VALENCE

**DÉPARTEMENT ATTRACTIVITÉ ET PROXIMITÉ**  
**Direction de la Prévention**  
**Adresse :** 1 place Jacques Brel  
**Tél :** 04-75-79-21-16

**Contact :** CORONNEL Anaïs  
**Courriel :** deci@mairie-valence.fr  
**Objet :** DP 026 362 25 00669

Note interne sur les mesures DECI & information sur les risques



Madame, Monsieur,

Vous avez sollicité la Direction de la Prévention pour un avis technique sur le dossier visé en référence.

Pour information, l'avis technique de la Direction de la Prévention s'intéresse :

- Aux caractéristiques des voies pour permettre l'accès des engins de secours à l'établissement ainsi qu'aux besoins en eau pour qu'ils s'alimentent lors d'un incendie  
- **Ref. :** Règlement Départemental de Défense Extérieure Contre l'Incendie :  
[http://www.drome.gouv.fr/IMG/pdf/2017\\_reglement\\_departemental\\_de\\_defense\\_exterieure\\_c  
ontre\\_l\\_incendie\\_-\\_26.pdf](http://www.drome.gouv.fr/IMG/pdf/2017_reglement_departemental_de_defense_exterieure_contre_l_incendie_-_26.pdf)
- A l'information préventive sur les risques majeurs.

Descriptif du projet :

**Objet :** installation d'ombrières photovoltaïques sur un parking réservé aux employés  
**Adresse :** 6 Avenue du Président Herriot 26000 Valence – parcelles AC 783/786/784/742  
**Réglementation DECI applicable :** Code du Travail  
**Besoins réglementaires pour la DECI :** voie engin – 60m<sup>3</sup>/h sur 2h - 1er PEI à moins de 150m de toutes entrées

Après étude, ce projet appelle de notre part les remarques suivantes :

- **Défense incendie :**  
Le débit et la distance avec un premier point d'eau incendie (Ici A3) sont conformes au Règlement Départemental de Défense Extérieure Contre l'Incendie.
- **Accessibilité du site aux secours :**  
Les conditions de desserte des bâtiments à partir d'une voie engin répondent aux normes opérationnelles des pompiers.



- **Information préventive sur les risques majeurs : le projet se situe en**
  - Zone de sismicité 3 (modéré) : le pétitionnaire veillera au respect des exigences parasismiques réglementaires s'appliquant à son projet. Plus d'informations sur le site [www.planseisme.fr](http://www.planseisme.fr)
- **Dispositif Vigipirate** : Pour éviter les intrusions malveillantes, il est conseillé au pétitionnaire de veiller à un niveau de protection nécessaire et suffisant de la zone chantier (gardiennage, vidéoprotection...), à la fermeture des accès la nuit, à mettre en sécurité les matériels spécifiques (disqueuses...) la journée et plus particulièrement la nuit – Contact : ref sûreté de la PN 04 75 82 22 22

Le pétitionnaire veillera à **respecter et mettre en œuvre les articles de l'arrêté du 05/08/1992 modifié**, relatif à la protection contre l'incendie des lieux de travail, applicables à son projet.

En conséquence au vu des éléments ci-dessus, la Direction de la Prévention émet un avis **Favorable**

Je vous prie de croire, Madame, Monsieur, à l'assurance de mes salutations les meilleures.

**Emmanuelle GAGNARD**  
Directrice de la Prévention

